

Il faut arrêter l'assistanat envers le patronat.
200 milliards de cadeau chaque année
Un impôt sur les sociétés divisé par 2 !

● Guillaume Roubaud-Quashie
porte parole du PCF



ÉDITO

L'austérité pour le peuple mais les plus riches sont préservés.

Emmanuel Macron persiste dans une voie qui ignore les aspirations des travailleurs.

Non content d'imposer une politique d'austérité, son Premier ministre Barnier s'inscrit dans la continuité de la politique sociale dévastatrice engagée depuis 2017. Plutôt que de répondre à l'appel pour une justice sociale, il s'obstine dans une direction qui aggrave les inégalités et démantèle nos acquis, et ce au mépris du vote des législatives et des européennes.

Il est pourtant impératif de mettre un terme à cette logique qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de l'austérité, tout en préservant les intérêts d'une minorité privilégiée. Entre les bas salaires, les conditions de travail difficiles, les licenciements à répétition, et une retraite tardive imposée, ces travailleurs ont exprimé clairement leur volonté de rupture avec les mesures régressives imposées par Macron.

Face au Président Macron au service du patronat (qui veille jalousement sur ses intérêts), nous devons montrer notre détermination à voir un programme de gauche s'appliquer sans délai.

Laurent Sachot • Adjoint au Maire de Saint-Pierre-lès-Elbeuf

NEWS

LE PIRE BUDGET DE L'HISTOIRE DE LA 5^e RÉPUBLIQUE

Comme attendu, les projets de loi de finances publiques et de financement de la sécurité sociale présentée ce jeudi 10 octobre prévoit des économies massives au détriment des services publics et des aides à la personne. A en croire le nouveau locataire de Bercy, Antoine Armand, tout va bien dans le meilleur des mondes, malgré un déficit public à 6,1% du PIB (un des pires de la Ve République). Pour lui, le Haut Conseil des finances publiques est excessivement critique affirme-t-il lors de son audition devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il est un fait, la France est le 3^e pays le plus endetté de la zone euro, derrière la Grèce et l'Italie. Cela ferait passer la charge de la dette de 1,9% du PIB (53 milliards d'euros) en 2023 à 2,3% en 2025 (70 milliards d'euros) [Vie-publique.fr, 11 octobre 2024].

Les projets de lois visent une réduction des dépenses publiques de 41,3 milliards d'euros, pour un total de 60 milliards d'euros d'économie annoncée, alors même que les aides publiques versées aux entreprises sans conditions s'élèvent à 200 milliards d'euros et que ce sont 100 milliards qui ont été reversé aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2023 [L'Humanité, 10 octobre 2024].

Faut-il rappeler aux macronistes et aux conservateurs du gouvernement, prompt à vilipender l'impôt destructeur, à quoi servent justement les impôts et les cotisations sociales ? A financer la solidarité nationale, la Sécurité sociales, les services publics et les luttes contre les inégalités. Le gouvernement, comme toujours, cèdent face aux agences de notation, qui

font la pluie et le beau temps sur l'économie mondiale. La conséquence, c'est la suppression de 4 000 postes de professeurs, sous prétexte de la démographie scolaire, ce qui touchera principalement les zones rurales. Si le projet de loi de finances annonce 2 000 nouveaux postes d'AESH, ne nous y trompons pas, cela servira de cosmétique. Les AESH, principalement des femmes, ont un métier difficile et précaire, et devront palier, bien souvent, à la baisse du nombre d'enseignants. Bref, une précarisation en perspective de l'éducation nationale [Public Sénat, 10 octobre 2024].

C'est aussi la taxation, encore une, sur l'électricité, qui devrait faire monter à 50€ le mégawattheure et qui touchera de plein fouet les ménages les plus pauvres et les petits propriétaires. Pourtant Bercy n'a pas peur de se contredire en affirmant que le tarif réglementé devrait baisser de 9%. Les projets de lois prévoient également 15 milliards de baisse de dépenses pour la Sécurité sociale et va contraindre les collectivités locales à faire 5 milliards d'économie, alors même que nous savons qu'elles financent les services publics de proximité. Encore une mesure qui va affecter les familles et les plus démunis. Ce sont encore 1 milliard de baisse pour Ma Prive Rénov', qui permettrait aux ménages d'obtenir une aide pour financer des travaux d'isolation [Public Sénat, 10 octobre 2024].

Nous pouvons ajouter que le gouvernement prévoit de relever de 10% le ticket modérateur, c'est-à-dire la part non remboursée par l'Assurance maladie. La Sécurité sociale remboursera donc 60% contre 70% aujourd'hui, alors même que la consultation chez le médecin va passer à 30€ au 1^{er} décembre. Cela laissera donc 12€ à la charge des patients. Une partie de la population renonce déjà à se soigner, car trop coûteux. Elle va surtout peser sur les complémentaires santé, qui vont augmenter leurs cotisations pour compenser. Ce sont 3 millions de personnes qui ne bénéficient pas d'une complémentaire aujourd'hui. Cette mesure inique va encore une fois toucher les plus modestes. Tout ça pour permettre à l'assurance maladie de faire 1 milliard d'euros d'économie par an. Le gouvernement va aussi s'attaquer aux salariés en arrêt maladie en revoyant le plafond d'indemnisation qui pourrait passer à 1,4 fois le SMIC au lieu de 1,8 fois actuellement [Le Figaro, 11 octobre 2024].

Est-il amusant, enfin, de constater que le chiffrage du Haut Conseil des finances publiques, rattaché à la Cour des comptes, diffère de celui du gouvernement ? Non pas. Le HCFP calcule que le budget 2025 doit se traduire par un ajustement de 42 milliards d'euros, répartis en 30 milliards d'euros de hausse des prélèvements obligatoires et 12 milliards de réduction des dépenses, alors que le gouvernement estime l'effort de consolidation budgétaire à 60 milliards, répartis en 40 milliards de réduction des dépenses et 20 milliards de hausse des prélèvements obligatoires. Le HCFP considère donc que l'objectif du gouvernement de ramener le déficit public à 5% du PIB en 2025 est « fragile » [Vie-publique.fr, 11 octobre 2024].

DÉSERTS MÉDICAUX ET HÔPITAUX EN TENSION

NEWS ENGAGEONS UN GRAND PLAN DE FORMATION !

Les fermetures des urgences comme à Lillebonne ou Fécamp, de maternités, les situations d'extrême tension comme au Havre où les agents sont mobilisés depuis des semaines, les cabinets médicaux, en ville comme en zone rurale, qui voient les médecins partir en retraite sans être remplacés, ...sont les conséquences dramatiques des erreurs des gouvernements successifs.

Alors que les besoins en santé augmentent, le manque de médecins et de soignants se fait cruellement sentir.

Les collectivités locales tentent de pallier ces manquements, mais ne peuvent plus à elles seules supporter le financement des infrastructures, des postes, et des formations.

Il est urgent d'agir en lançant un grand plan de formation pour les médecins et soignants, afin de garantir à chaque citoyen l'accès aux soins, partout sur le territoire.

Céline Brulin Sénatrice Communiste.

NEWS

L'AVENIR ... DES LABORATOIRES D'ANALYSES MÉDICALES DE FÉCAMP

Les laboratoires d'analyses médicales de Fécamp se trouvent directement impactés par la grève nationale qui s'est déroulée du 20 au 23 septembre dernier pour protester contre la baisse des tarifs imposée par l'Assurance-maladie.

Durant cette période de 4 jours les laboratoires fécampois ont baissé leur rideau, à l'appel des syndicats de biologistes qui dénoncent une réduction de 9 % des tarifs des actes, décidée par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).



Cette décision, prise sans concertation et surtout pendant l'été en l'absence de gouvernement, affecte particulièrement les laboratoires de Fécamp, qui bénéficient, en outre, d'un contrat avec l'hôpital. En plus de la baisse des tarifs, ces laboratoires pourraient avoir à faire face à une autre menace : la possible centralisation, à terme, des analyses demandées par l'hôpital de Fécamp vers le site de Monod, à Montivilliers. Cette double pression mettrait en péril la viabilité des deux laboratoires, augmentant le risque de fermetures et de réduction des services offerts à la population locale.

À court terme, la première conséquence pour les patients serait la diminution de l'offre de services. Selon les syndicats, la réduction des horaires d'ouverture serait également envisageable. Dans le pire des scénarios,

toujours selon les syndicats, cela pourrait obliger des patients à se rendre directement aux Urgences de l'hôpital pour des analyses revêtant d'un caractère urgent, créant une surcharge dans des services déjà sous pression. Les laboratoires, qui jouaient jusqu'à présent un rôle de régulateur, risquent de disparaître progressivement, aggravant la situation dans les hôpitaux.

“ Ce tube de sang, c'est un examen de suivi diabétique. En 2014, le tarif était plus de 9€. Aujourd'hui, il est à 2,50€, soit plus de 75% de baisse pour cet examen-là. ”

Grégory Dotzis,
Représentant de l'ERPS en Lot-et-Garonne

En parallèle, cette crise affecterait inévitablement aussi le personnel, avec des conditions de travail détériorées. Le manque de temps et de ressources pourrait ralentir l'innovation ainsi que les avancées en médecine prédictive, pourtant cruciales pour prévenir les maladies chroniques et gérer les urgences biologiques. En conséquence, c'est l'ensemble de la filière du diagnostic qui risquerait d'être affaiblie.

Les syndicats appellent à la réouverture des négociations, soulignant que la décision de la CNAM repose sur des chiffres erronés. Toutefois, dans l'attente de discussions futures, les laboratoires de proximité comme ceux de Fécamp pourraient rapidement se retrouver en difficulté, menaçant l'accès local aux soins et services médicaux.

NEWS

À LA RENCONTRE DES LOCATAIRES DE PFN AVEC LA CNL FÉCAMP CAUX LITTORAL

Rencontre avec la Confédération Nationale du Logement de Fécamp (CNL) et les habitants des rues de la Cannelle et de la Cardamone. Constat de l'étendue du mal-être et de l'importance de la solidarité avec les résidents du quartier.

Ensemble, trouvons des solutions durables aux problèmes de logements insalubres et améliorons les conditions de vie des habitants.

